

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
20 décembre 2024 au 31 janvier 2025

Sommaire

Fait marquant

- Le Plan d'action sur les opportunités de l'IA a été dévoilé

Economie numérique et régulation

- L'Autorité de la concurrence britannique ouvre une enquête sur les services de recherche de Google
- Le gouvernement britannique s'attaque aux « deepfakes » sexuellement explicites
- L'Ofcom a publié ses orientations sectorielles pour assurer des contrôles d'âge efficaces
- Le gouvernement lance un portefeuille numérique et une application pour simplifier l'accès des citoyens à leurs documents officiels tels que le permis de conduire

Télécommunications et réseaux

- La déclaration commune de la Coalition mondiale sur les télécommunications énonce des principes sur l'adoption de l'IA dans l'industrie des télécoms
- Le gouvernement britannique poursuit ses efforts pour améliorer la connectivité dans les zones rurales et reculées du Royaume-Uni
- Le Royaume-Uni a approuvé l'investissement de *Bharti* dans *British Telecoms Group* sous conditions

Données et intelligence artificielle

- Le rapport international sur la sécurité de l'IA a été publié en vue de l'AI Action Summit
- La publication du Plan sur les opportunités de l'IA s'est accompagnée de celle du « Bilan de l'état de l'administration numérique »
- Un financement a été accordé à des entreprises de technologies de l'éducation pour la création d'outils d'IA destinés aux enseignants

Cybersécurité

- Le Ministère de l'intérieur britannique met en place des mesures de protection contre la cybercriminalité pour les centres de données
- 30 projets régionaux de développement des compétences renforceront les cyberdéfenses du Royaume-Uni
- Le Royaume-Uni a publié un « Code de bonnes pratiques », pour accompagner les entreprises d'IA face à la menace cyber

Spatial

- Un consortium de technologies spatiales obtient un financement gouvernemental pour le développement d'un bac à sable en orbite

Ecosystème tech

- *Synthesia* devient l'entreprise d'IA la plus valorisée au Royaume-Uni
- *Quantexa* devient la première entreprise britannique à rejoindre la Unicorn Community du World Economic Forum
- *Darktrace* acquiert la société de cybersécurité londonienne *Cado*

Fait marquant :

Le Plan d'action sur les opportunités de l'IA a été dévoilé

Le [Premier ministre Keir Starmer a présenté](#) le 13 janvier le **Plan d'action sur les opportunités de l'IA** attendu depuis l'automne. Issu de la mission confiée à Matt Clifford à l'été, le [rapport](#) propose 50 recommandations pour renforcer la place du Royaume-Uni en tant que [leader mondial](#) dans le secteur de l'intelligence artificielle. Dans sa réponse, le gouvernement britannique a [accepté ces propositions dans leur ensemble](#), en prévoyant une mise en œuvre progressive jusqu'à l'été, puis jusqu'en 2027.

Le plan est fondé sur 3 piliers, détaillant des propositions concrètes pour garantir le développement et l'adoption de l'IA au Royaume-Uni :

- **Pilier 1 – Poser les fondations pour le développement de l'IA**
 - o Construire des infrastructures suffisantes, sûres et durables pour l'IA, grâce à la publication au printemps d'une stratégie sur la capacité de calcul (*compute strategy*), au lancement d'une nouvelle installation de supercalculateurs de pointe pour **multiplier par 20 la capacité de calcul au R-U d'ici 2030**, et à la création de « **Zones pour la croissance de l'IA** » (*AI Growth Zones*), dont la première devrait être construite à Culham. Pour garantir la durabilité environnementale de ces infrastructures, le gouvernement britannique souhaite créer le '*AI Energy Council*'. Enfin, le R-U souhaite également conclure des partenariats internationaux en matière de capacité de calcul, et stimuler la recherche sur ce sujet.
 - o Exploiter les données des secteurs public et privé, notamment en identifiant 5 ensembles de données publiques à fort impact pour lancer la *National Data Library*. D'autres propositions portent sur cette Bibliothèque Nationale de Données, mais seront détaillées d'ici l'été.
 - o Former, attirer et retenir la prochaine génération de scientifiques et de fondateurs dans le domaine de l'IA, en évaluant le déficit de compétences, en augmentant le

nombre de diplômés en IA – notamment le nombre de filles dans ces filières – et en accordant davantage de bourses. La mesure proposant d'assouplir le système d'immigration pour attirer des talents n'a cependant reçu qu'un accord partiel ; celle-ci devrait être précisée en accord avec la stratégie industrielle.

- Permettre le développement et l'adoption d'une IA sûre et fiable grâce à la réglementation, à la sécurité et à la garantie, à travers le soutien à l'AI Safety Institute, et la coopération avec les régulateurs sectoriels. Aucune mesure de réglementation de l'IA n'a toutefois été avancée, le gouvernement prônant une approche pragmatique d'expérimentation (« sandbox ») avant de légiférer et une voie qui ne soit ni celle de l'UE, ni celle des Etats-Unis.
- **Pilier 2 – Faire changer les vies grâce à l'adoption de l'IA**
- Adopter une approche « Evaluation > Pilotage > Montée en puissance » au sein du gouvernement, pour déployer massivement la technologie dans le secteur public (capacités interministérielles, partenariats avec des fournisseurs d'IA et startups, lancement de défis d'innovation, recrutement de talents externes, et appels d'offre nationaux, tout en garantissant l'interopérabilité de l'infrastructure).
 - Permettre aux secteurs public et privé de coopérer, en faisant appel à l'écosystème IA britannique, notamment pour la création du *AI Knowledge Hub*, une banque de bonnes pratiques, de résultats, d'études de cas et solutions en source ouverte.
 - Réduire les obstacles à l'adoption de l'IA par les utilisateurs du secteur privé. La Stratégie industrielle présentera des mesures en ce sens, mais le gouvernement prévoit aussi la nomination de champions de l'IA dans des secteurs clés (sciences de la vie, services financiers et industries créatives), et la collaboration avec les autorités locales pour identifier les opportunités de déploiement de l'IA et intégrer ces objectifs d'adoption dans les plans de croissance locaux.
- **Pilier 3 – Faire progresser l'IA** – Une nouvelle unité qui s'appuiera sur des fonctions gouvernementales plus larges pour établir des partenariats avec des entreprises d'IA sera créée, afin de maximiser la participation du R-U dans l'IA de frontière.

L'annonce de ce plan a pris par surprise les acteurs du secteur, et a probablement été **motivée par le contexte économique morose** dans lequel le Royaume-Uni se trouve (révision de la croissance sous les 1% pour l'année), dans une perspective de relance de la croissance économique et de stimulation de la productivité. **Le rapport s'inscrit dans la continuité de l'approche que le gouvernement travailliste défend depuis son arrivée au pouvoir**, avec un axe pro-business favorisant les partenariats public-privé, tout en accordant une place centrale aux services publics, aux infrastructures, à l'accès aux données, et à la formation de talents.

Le gouvernement britannique **poursuivra sa réponse au Plan d'action sur les opportunités de l'IA au printemps prochain**, dans le cadre de la *Spring 2025 Spending Review*, et détaillera également son approche dans le cadre de la Stratégie industrielle, qui est en cours de préparation. Par ailleurs, une équipe dédiée au suivi de l'adoption de ce Plan a été créée au sein du DSIT, et Matt Clifford a été nommé [Conseiller du Premier ministre sur les opportunités de l'IA](#) pour assurer le suivi de sa mission.

Enfin, en parallèle de la publication du Plan, [14 Md£ d'investissements](#) dans l'IA au Royaume-Uni ont été annoncés, dans la continuité des 25 Mds£ déjà annoncés depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes.

En revanche, aucun financement public n'a accompagné la sortie du Plan.

Les [analystes du secteur](#) regrettent par ailleurs l'absence de planification de l'approvisionnement en semi-conducteurs, qui reste essentielle pour l'IA à grande échelle, et l'absence d'engagement en faveur d'un ordinateur *exascale*.

Economie numérique et régulation

L'Autorité de la concurrence britannique ouvre une enquête sur les services de recherche de Google

En vertu de ses nouveaux pouvoirs dans le cadre de la *Digital Markets, Competition and Consumers Bill*, l'Autorité de la concurrence britannique (CMA) a ouvert une [première enquête](#) sur les services de recherche de Google. Il s'agira pour la CMA de déterminer si Google utilise sa position dominante sur le marché pour privilégier ses propres services grâce à son moteur de recherche, et si l'entreprise tire profit des données qu'elle collecte sur ses utilisateurs.

Cette enquête constitue également la [première investigation](#) pour le processus de désignation des entreprises ayant un « **statut de marché stratégique** » (*strategic market status*), conformément à la nouvelle loi sur les marchés numériques. La décision de la CMA est attendue pour octobre 2025, à la suite d'une large enquête auprès de nombreuses parties prenantes. Si *Google* est considéré comme ayant un pouvoir de marché, la CMA pourrait alors lui imposer des exigences de conduite et proposer des interventions pro-concurrence. Il convient de rappeler que *Google* est le moteur de recherche le plus populaire au Royaume-Uni, car il représente 90% des recherches effectuées sur internet, et plus de 200 000 entreprises y font de la publicité.

Le gouvernement britannique s'attaque aux « deepfakes » sexuellement explicites

Le gouvernement britannique va [ériger en infraction pénale la création d'images sexuellement explicites](#) (« deepfakes »), l'installation d'équipements en vue de commettre cette infraction, et la prise d'une image intime sans consentement. Ainsi, les agresseurs qui ont commis ce type de délits risqueront deux ans d'emprisonnement. Ces mesures concrétisent les promesses énoncées par les travaillistes durant la campagne électorale censées renforcer la sécurité en ligne et protéger les femmes et jeunes filles, dans un contexte où 1 femme sur 3 a déjà été victime d'abus en ligne. Par ailleurs, la Baronne Jones, Ministre des technologies, a affirmé que les plateformes technologiques sur lesquelles ces contenus circulent feront l'objet d'une surveillance accrue.

L'Ofcom a publié ses orientations sectorielles pour assurer des contrôles d'âge efficaces

Dans le cadre de l'application de la loi sur la sécurité en ligne (*Online Safety Bill*), les sites pornographiques ou ceux diffusant des contenus préjudiciables pour les enfants devront mettre en place des [contrôles d'âge efficaces en juillet 2025 au plus tard](#). Dès lors, l'Ofcom a publié le 16 janvier ses orientations sectorielles sur la manière dont ces contrôles devront être réalisés pour qu'ils soient considérés comme « hautement efficaces » dans la pratique. L'approche de l'Ofcom a pour objectif d'être flexible et de pouvoir résister à l'épreuve du temps, tout en laissant place à l'innovation dans le domaine des méthodes de contrôle d'âge. De même, tout en offrant une protection pour les enfants, cette approche veille à garantir la protection de la vie privée des utilisateurs, afin que les adultes puissent continuer à accéder librement à ces sites.

Les méthodes considérées comme efficaces par l'Ofcom sont notamment l'open banking, la comparaison entre la photo d'identité de l'utilisateur et son visage, l'estimation faciale de l'âge, la vérification de l'âge par les opérateurs de réseaux mobiles, la vérification par les cartes de crédit, et les services d'identité numérique. Par ailleurs, des mesures plus larges de protection des enfants en ligne devraient être annoncées au printemps 2025.

Le gouvernement lance un portefeuille numérique et une application pour simplifier l'accès des citoyens à leurs documents officiels tels que le permis de conduire

En 2025, le gouvernement britannique [lancera l'application GOV.UK Wallet](#), qui permettra aux citoyens britanniques d'accéder en ligne à leurs documents officiels tels que le permis de conduire et la carte d'ancien combattant. Cet outil sera sécurisé par des technologies de reconnaissance faciale. L'utilisation des services publics en sera ainsi facilitée : les citoyens pourront directement déclarer une perte de passeport ou effectuer une demande de garde d'enfants sur l'application. Cette annonce s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement de mobiliser la technologie dans les services publics, et fait suite à la publication d'un rapport identifiant 45 Mds£ d'économies possibles en réalisant des gains d'efficacité au sein de l'administration.

Télécommunications et réseaux

La déclaration commune de la Coalition mondiale sur les télécommunications énonce des principes sur l'adoption de l'IA dans l'industrie des télécoms

La Coalition mondiale sur les télécommunications (*Global Coalition on Telecommunications – GCOT*), dont font partie le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, le Japon et les Etats-Unis, a adopté une [déclaration commune énonçant des principes volontaires sur l'adoption de l'intelligence artificielle dans le secteur télécom](#). Ces principes sont destinés à guider les chefs d'entreprise, les chercheurs et les développeurs d'IA dans leurs travaux sur l'usage de cette technologie dans le secteur des télécommunications.

Les partenaires de la GCOT reconnaissent que l'utilisation de l'IA dans l'industrie télécom représente une opportunité majeure pour l'innovation, et permettra d'améliorer la performance et l'efficacité des réseaux et de renforcer la sécurité. Toutefois, les pays membres de la GCOT veilleront à ce que l'IA soit adoptée de manière sûre, sécurisée et fiable, en respectant les droits individuels et les droits de propriété intellectuelle. Ces derniers accueillent dès lors favorablement les efforts supplémentaires de l'industrie et des universités pour faire progresser l'IA dans les télécommunications, conformément à ces principes.

Le gouvernement britannique poursuit ses efforts pour améliorer la connectivité dans les zones rurales et reculées du Royaume-Uni

Dans le cadre du projet Gigabit du gouvernement britannique, [131 000 foyers et entreprises du Royaume-Uni vont bénéficier d'une connexion internet plus rapide](#) grâce au déploiement de la connectivité gigabit, dont [37 000 au Pays-de-Galle](#). En effet, des contrats d'un montant total de 289 M£ ont été signés pour connecter les régions les plus reculées du R-U, telles que vallée de la Dee, l'île d'Anglesey et les collines du Shropshire. Ce programme vise à réduire la fracture numérique entre les régions du Royaume-Uni, et sert également les objectifs économiques du gouvernement britannique, qui espère voir la croissance être stimulée grâce à une meilleure connectivité pour les entreprises de ces régions reculées.

Le Royaume-Uni a approuvé l'investissement de *Bharti* dans *British Telecoms Group* sous conditions

A la suite d'une évaluation détaillée, [le Royaume-Uni a donné son accord à l'acquisition de 24,5% du capital de BT par l'indien *Bharti Televentures UK Limited*](#). Cependant, le gouvernement exige l'introduction d'un comité pour la sécurité nationale au sein du groupe BT afin de superviser les activités stratégiques du groupe qui auraient des conséquences sur la sécurité nationale du Royaume-Uni, au regard d'enjeux d'innovation dans le secteur des télécommunications, de cybersécurité, et de fourniture de services stratégiques au gouvernement britannique.

Données et intelligence artificielle

Le rapport international sur la sécurité de l'IA a été publié en vue de l'AI Action Summit

En amont du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle de Paris, le [rapport international sur la sécurité de l'IA](#), dont les travaux ont été lancés à l'issue du Sommet de Bletchley Park, [a été publié le 29 janvier](#). La rédaction de ce rapport a été confiée à plus de 100 chercheurs et experts en IA provenant de 30 pays, afin de définir une première compréhension scientifique commune des systèmes d'IA avancés (modèles à usage général) et de leurs risques.

En ce qui concerne son contenu, le rapport avait pour objectif de répondre à **3 questions principales**, sur les possibilités des modèles d'IA à usage général, sur leurs risques, et sur les moyens qui pourraient être mobilisés pour atténuer et lutter contre ces risques.

Le rapport fait état de **l'amélioration rapide et significative des capacités des modèles d'IA à usage général**, qui peut s'expliquer par le « scaling » (changement d'échelle de l'IA), soit l'exploitation de plus en plus de données et de puissance de calcul.

Une nouvelle tendance est également observée, celle de « **l'inference scaling** ». Il s'agit de mobiliser davantage la puissance de calcul au moment de l'utilisation du modèle d'IA, afin de laisser plus de temps au modèle pour comprendre et résoudre les problèmes.

Les « **AI Agents** », ces agents réalisant des tâches autonomes, font également l'objet d'investissements massifs, et représentent une autre tendance marquante du développement de l'IA ces derniers mois.

Selon les experts, le développement futur de ces technologies est toutefois incertain, pouvant être lent comme extrêmement rapide. Le rapport mentionne néanmoins des interrogations sur la faisabilité du « scaling », en raison de contraintes sur le plan énergétique.

Sur la question des risques, 3 catégories ont été identifiées : les risques d'utilisation malveillante, les risques liés aux défaillances des systèmes (biais, perte de contrôle), et les risques systémiques (atteinte à la vie privée, perturbations à grande échelle du marché du travail, etc.).

Les dommages que pourraient engendrer les modèles d'IA à usage général sont déjà connus et établis, mais des désaccords existent entre les experts sur la temporalité à laquelle ces risques se matérialiseront. Une nouvelle section sur les **risques des modèles en « open-source »** a été ajoutée depuis la version du Sommet de Séoul, notamment au regard de la probabilité plus forte qu'ils fassent l'objet d'une utilisation malveillante.

Enfin, le rapport présente **différentes méthodes permettant d'atténuer les risques** de ce type de modèles, mais insiste sur le fait que chacune d'entre elles, tout comme leur utilisation combinée, présente des limites.

En conclusion, le rapport dresse une vue d'ensemble de l'état de la recherche scientifique sur la sécurité de l'IA, et insiste sur l'incertitude qui plane sur l'avenir du développement de cette technologie.

La publication du Plan sur les opportunités de l'IA s'est accompagnée de celle du « Bilan de l'état de l'administration numérique »

Suite à la publication du Plan sur les opportunités de l'IA, le gouvernement britannique a publié le « [State of Digital Government Review](#) », faisant état de la situation de son administration publique au regard de sa numérisation. Le rapport met en évidence des défis majeurs tels que la fragmentation des systèmes, le cloisonnement des données, une pénurie de compétences, et une numérisation insuffisante. Un changement fondamental est donc nécessaire selon Peter Kyle, le ministre du DSIT, et doit se construire autour des objectifs suivants : faciliter la vie des citoyens britanniques, accélérer la croissance économique, bâtir les services publics numériques sur des bases résilientes et sécurisées, et augmenter la productivité et l'efficacité des services publics. Pour répondre à ces objectifs, [6 priorités ont été identifiées](#). Parmi elles, l'exploitation de l'IA dans les services publics, renforcer l'infrastructure numérique publique et les données (extension de GOV.UK), investir dans les talents du secteur numérique, et accroître la demande publique pour financer l'innovation. Ces missions seront confiées au « Centre numérique du gouvernement » du DSIT.

C'est dans ce contexte que le gouvernement britannique a annoncé le lancement d'un [plan spécifique de mise en œuvre de la technologie dans les services publics](#). Ainsi, le nouvel ensemble d'outils d'IA nommé « Humphrey » créé par les experts du DSIT sera mis à la disposition des fonctionnaires, et permettra par exemple une meilleure communication entre les services, l'analyse de milliers de réponses à une consultation gouvernementale, ou la simplification de certaines procédures administratives pour stimuler la croissance économique.

Enfin, [120 projets recevront un financement de 7 M£](#) pour tester la manière dont l'IA pourrait accroître la productivité des PME.

Un financement a été accordé à des entreprises de technologies de l'éducation pour la création d'outils d'IA destinés aux enseignants

[16 entreprises de « Ed Tech » ont bénéficié d'un financement de 1 M£](#) pour développer des technologies censées améliorer la qualité de l'enseignement au Royaume-Uni. Ces technologies recouvrent notamment des outils d'IA pour faciliter la notation, ou générer des commentaires détaillés pour chaque élève en très peu de temps, afin que les enseignants puissent se concentrer sur d'autres tâches. Il a également été prouvé qu'avoir des retours pertinents sur leurs travaux permettent aux élèves d'améliorer leurs résultats scolaires de façon significative, mais qu'il s'agit d'une perte de temps considérable pour les professeurs. A ce titre, 50% d'entre eux affirment utiliser l'IA dans le cadre de leur travail. Ces outils de notation seront adaptés à chaque âge, devront être supervisés par les enseignants, et devraient être disponibles d'ici avril 2025.

Cette annonce intervient à la suite de la publication du Plan sur les opportunités de l'IA, et répond à l'objectif du gouvernement britannique de stimuler la croissance économique et diffuser l'IA et les nouvelles technologies au sein des services publics, et donc de l'éducation.

Cybersécurité

Le Ministère de l'intérieur britannique met en place des mesures de protection contre la cybercriminalité pour les centres de données

La cybercriminalité, en particulier les ransomwares, a été identifiée par le gouvernement britannique comme l'un des défis les plus préjudiciables pour les entreprises et les services publics, dans un contexte où la menace s'est grandement accrue ces dernières années.

Dès lors, le [Ministère de l'intérieur met en place de nouvelles protections pour les centres de données](#) (récemment classifiés comme « infrastructures nationales critiques »), les services publics et d'autres infrastructures nationales essentielles.

Les nouvelles mesures proposées comprennent notamment l'interdiction des paiements de ransomware par les organismes d'infrastructures nationales critiques.

Le Ministère de l'intérieur a également indiqué qu'il mettrait en place un régime de signalement obligatoire des incidents liés aux ransomwares afin de fournir davantage de renseignements aux organismes chargés de l'application de la loi.

30 projets régionaux de développement des compétences renforceront les cyberdéfenses du Royaume-Uni

Le gouvernement britannique a annoncé ce mercredi 8 janvier le [financement de 30 projets pour améliorer la cyber-résilience du Royaume-Uni](#), notamment en renforçant les compétences cyber grâce à des formations.

Ces projets déployés en Angleterre et en Irlande du Nord recevront 1,9 M£ de la part du gouvernement, et contribueront à combler le manque de connaissances cyber des citoyens britanniques, et à encourager les étudiants à choisir une carrière dans le secteur de la cybersécurité.

Parmi les projets soutenus figurent des programmes dans le Sud-Ouest et le Yorkshire visant à améliorer les compétences des travailleurs des petites entreprises, ainsi qu'un programme dans le Nord-Ouest de l'Angleterre qui ouvrira de nouvelles voies aux communautés pour explorer les carrières dans le cyberespace.

Le Royaume-Uni a publié un « Code de bonnes pratiques », pour accompagner les entreprises d'IA face à la menace cyber

Dans un contexte de renforcement de la menace cyber et de développement et déploiement de l'intelligence artificielle, le [Royaume-Uni a publié](#) le 31 janvier un « [Code de bonnes pratiques](#) » pour améliorer la cyber-résilience des outils d'IA.

Ce cadre permettra aux développeurs de mettre au point des IA sûres et innovantes, et donnera aux entreprises et services publics la confiance dont ils ont besoin pour exploiter le potentiel de l'IA en toute sécurité.

Le Code explique comment les organisations utilisant l'IA peuvent se protéger contre les cybermenaces et les défaillances de système, en mettant en place des programmes de formation à la cybersécurité axés sur les vulnérabilités de l'IA, en élaborant des plans post incidents cyber, et en procédant à de solides évaluations des risques.

Le Code de bonnes pratiques a également vocation à constituer une nouvelle norme mondiale pour l'IA, et positionner ainsi le Royaume-Uni en tant que leader mondial d'innovation sécurisée.

Spatial

Un consortium de technologies spatiales obtient un financement gouvernemental pour le développement d'un bac à sable en orbite

Trois entreprises ont reçu un [financement gouvernemental de près d'1 M£ pour le développement d'un bac à sable en orbite](#), qui testera des solutions pour l'assemblage et la fabrication de services en orbite. En effet, *Astroscale UK*, *D-Orbit* et *ClearSpace* ont reçu conjointement 690 000£ du Ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT) pour tester des missions qui aideront les régulateurs à comprendre les implications des activités en orbite. Parmi les solutions que testera le bac à sable, figurent les opérations de rendez-vous et de proximité. Le R-U souhaite investir massivement ce marché et en gagner un quart des parts à l'échelle mondiale, car celui-ci est perçu comme particulièrement lucratif. Il permettrait au R-U de tirer 14 Md£ de revenus dans les 10 prochaines années.

Ecosystème tech

Synthesia devient l'entreprise d'IA la plus valorisée au Royaume-Uni

La société londonienne *Synthesia* a levé 180 M\$ (145,5 M£) lors d'un tour de table de série D, ce qui fait d'elle [l'entreprise d'IA générative la plus valorisée du Royaume-Uni](#), avec une valeur estimée à 2,1 Md\$. L'entreprise qui génère des avatars numériques de type humain principalement pour les communications d'entreprise et la formation, a été un leader précoce dans le secteur de l'IA générative au Royaume-Uni. *Synthesia* a déjà beaucoup investi dans l'amélioration de sa technologie depuis sa création en 2017, notamment avec le lancement l'année dernière de ses avatars expressifs qui se rapprochent de la parole et du langage corporel humains. Ce nouvel investissement leur permettra de développer une nouvelle génération d'expériences vidéo basées sur l'IA, interactives, en temps réel et personnalisées.

Quantexa devient la première entreprise britannique à rejoindre la « Unicorn Community » du *World Economic Forum*

[Quantexa est devenue la première entreprise britannique à rejoindre la « communauté des licornes »](#) (*Unicorn Community*) du Forum économique mondial (*World Economic Forum*). Cette communauté formée en 2022 et accessible sur invitation uniquement offre aux entreprises technologiques qui en font partie une série d'avantages tels que la participation à des forums, ateliers et événements.

Elle compte actuellement 81 membres. *Quantexa* fait donc à présent partie des 10 membres européens de cette communauté, aux côtés de *Mistral* et *DeepL*. *Quantexa* a déclaré qu'elle espérait profiter de cette occasion pour contribuer à façonner les décisions politiques mondiales sur des sujets critiques tels que l'IA, la confidentialité des données, et la transformation numérique. *Quantexa* offre une plateforme d'intelligence décisionnelle, qui permettent à ses clients des secteurs bancaire, assurantiers, de la santé et des services publics de prendre des décisions éclairées.

Darktrace acquiert la société de cybersécurité londonienne *Cado*

L'entreprise de cybersécurité de Cambridge [*Darktrace*](#) vient de racheter la startup [*Cado*](#), basée à Londres et spécialisée dans le cloud. Cette acquisition répond à la quête de fusions-acquisitions de *Darktrace*, qui a récemment quitté la bourse de Londres. *Darktrace* indique qu'elle a l'intention d'investir dans les produits existants de *Cado*, et de les combiner à sa technologie de plateforme de sécurité alimentée par l'IA afin de fournir une protection plus forte contre les cybermenaces. L'opération est soumise à l'approbation des autorités réglementaires et devrait être finalisée le mois prochain.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr